

Questions au Feuilleton

12. Dans le cas théorique d'une perte accidentelle de caloporteur à la centrale Bruce A, quelles en seraient les conséquences probables si un seul des deux dispositifs d'arrêt fonctionnait?

13. Dans le cas d'une perte accidentelle de caloporteur d'un réacteur CANDU, en moins de combien de secondes la réaction doit-elle être arrêtée pour éviter les défaillances au niveau du combustible et comment ce laps de temps est-il lié à la conception ou à la puissance en mégawatts du réacteur?

14. Combien de dispositifs d'arrêt compte la centrale de Pickering A?

15. A-t-on déjà envisagé la possibilité d'équiper après coup les réacteurs de Pickering d'un dispositif supplémentaire d'arrêt d'urgence pour des raisons de sécurité?

16. Quel est le coût estimatif en dollars de l'installation après coup d'un dispositif supplémentaire d'arrêt d'urgence pour un réacteur de 500 mégawatts?

17. Exige-t-on de l'organisme qui demande une licence de réacteur à la CCEA d'envisager une panne du dispositif d'arrêt comme une possibilité?

18. a) Quelle est la perte de confinement maximale prévue pour un réacteur commercial CANDU dans le rapport de sécurité, b) dans quelle circonstance une perte de confinement peut-elle se produire et quelles en seraient les conséquences?

19. Dans le cas d'un accident dû au principe même de fonctionnement et où il y aurait perte accidentelle de caloporteur et perte partielle de confinement, quelles seraient les répercussions maximales du point de vue sanitaire si le SRCCU ne fonctionnait pas comme prévu à a) Pickering, b) Bruce?

(Le document est déposé.)

LES COÛTS DE PRODUCTION DES RAPPORTS ANNUELS

Question n° 2396—M. Cossitt:

1. Pour chacune des trois dernières années, quel a été le coût total de l'impression, de la conception, de l'envoi, de la distribution, etc., des rapports annuels de tous les ministères, organismes, sociétés de la Couronne etc., et quel a été le coût global de ces rapports pour les trois années en cause?

2. a) Quels ont été les six rapports les plus coûteux par année, b) quel a été, dans chaque cas, le montant total par année, c) quel a été le coût total de tous ces rapports au cours des trois dernières années?

3. Le gouvernement envisage-t-il de prendre les mesures qui s'imposent pour réduire le coût, pour les contribuables, de ces rapports annuels en utilisant du papier moins coûteux etc., et a) dans l'affirmative, quels sont ses plans, b) dans la négative, pourquoi?

(Le document est déposé.)

M. VICTOR CHAPMAN

Question n° 2441—M. Cossitt:

1. Quel est le dossier complet d'emploi au gouvernement de M. Victor Chapman, notamment les dates d'emploi et les traitements annuels?

2. M. Chapman a-t-il été agent de presse du Premier ministre et a-t-il occupé un autre poste auprès du Premier ministre ou de sa famille?

3. Depuis le 20 avril 1968, les services de M. Chapman ou de Intertask Limited, sis au 71, rue Bank, Pièce 700, à Ottawa, ont-ils été retenus par le gouvernement et, dans l'affirmative, dans chaque cas, a) quelle est la description complète des fonctions, b) à combien s'est chiffrée leur rémunération?

4. Combien d'argent a été versé pour tous ces services?

(Le document est déposé.)

LA CONTRIBUTION DU CANADA AU MOZAMBIQUE

Question n° 2531—M. Caouette (Villeneuve):

1. Quelles ont été la nature et la valeur monétaire de la contribution du Canada au Mozambique, en vertu de l'entente conclue à la Conférence des premiers ministres en Jamaïque, en 1975?

2. Depuis 1975, quelle aide le Canada a-t-il accordée au Mozambique par l'intermédiaire a) de l'ACDI, b) d'un autre organisme gouvernemental?

[M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles.)

3. Depuis 1975, quelles sont la nature et la valeur des exportations canadiennes et des importations du Mozambique?

(Le document est déposé.)

L'EMPLOI D'ÉTÉ DES ÉTUDIANTS

Question n° 2535—M. Young:

1. Combien d'étudiants ont été engagés pour des emplois temporaires, à temps partiel ou d'été aux ports de a) Niagara Falls, b) Fort Érié, en (i) 1972 (ii) 1973 (iii) 1974 (iv) 1975 (v) 1976 par les ministères du Revenu national—Douanes et de la Main-d'œuvre et de l'Immigration?

2. Pour chacune de ces années, a) combien de demandes d'emploi ont été reçues, b) des entrevues ou des concours ont-ils eu lieu et, dans l'affirmative, (i) quand (ii) en quel endroit?

3. Quel bureau du gouvernement était chargé de la sélection et quels fonctionnaires y ont procédé?

4. Parmi les étudiants engagés, certains avaient-ils quelque lien de parenté avec d'anciens employés ou des employés actuels des ministères de la Main-d'œuvre et de l'Immigration ou du Revenu national—Douanes et, dans l'affirmative, combien?

5. a) Quels sont les critères de sélection habituels, b) les employés engagés entre 1972 et 1976 remplissaient-ils ces critères?

6. Quelle était l'adresse domiciliaire habituelle, par opposition à l'adresse pendant l'année universitaire, des personnes qui ont réussi à obtenir ces emplois?

(Le document est déposé.)

M. IAN C. WALKER

Question n° 2548—M. Neil:

1. Combien a coûté la préparation de l'ouvrage de Ian C. Walker intitulé *Clay Tobacco Pipes, With Particular Reference to the Bristol Industry*, et publié, en 1977, en quatre volumes par la Division des lieux et des parcs historiques nationaux du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien?

2. Combien de séries complètes ont été publiées?

3. Combien a coûté la publication de ces volumes?

4. Combien de séries complètes de cet ouvrage ont été distribuées?

5. M. C. Walker est-il à l'emploi du Ministère?

(Le document est déposé.)

LES BUREAUX DU CONSEIL PRIVÉ ET DES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

Question n° 2551—M. Cossitt:

Pour l'année financière 1976-1977, quels sont a) les fonctions et désignation de poste, b) les traitements, c) le nom des employés travaillant sous contrat, ou ayant été prêts, au Conseil privé et au Bureau des relations fédérales-provinciales?

(Le document est déposé.)

L'ÉVALUATION DES AÉROPORTS FÉDÉRAUX

Question n° 2643—M. Elzinga:

1. Quels sont les critères d'évaluation des aéroports fédéraux?

2. a) La méthode, b) le taux d'imposition varient-ils selon l'aéroport?

3. La municipalité est-elle remboursée si les taxes sur la propriété occupée par les Forces de l'air ne sont pas payées et, dans l'affirmative, de quelle façon?

4. Quel est le montant remboursé à chaque municipalité où se trouve un aéroport fédéral?

(Le document est déposé.)